

DIAL 3145 - Vertigineux mirages d'un modèle unique fondé sur l'injustice

Être comme eux

Eduardo Galeano

samedi 9 avril 2011, mis en ligne par [Dial](#)

Ce texte d'Eduardo Galeano [1], traduit par Pierre Guillaumin, a paru dans [Le Monde diplomatique](#), en octobre 1991, il y a donc presque 20 ans. On constatera, peut-être avec une certaine tristesse, que sur un bon nombre de points, il est toujours d'actualité... C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de le republier dans le cadre de la série de textes proposant une vision critique de la notion de « développement » [2].

Les rêves et les cauchemars sont faits des mêmes matériaux, mais un seul rêve nous serait permis : le cauchemar d'un développement qui méprise la vie et adore les choses.

Promesse des politiques, raison des technocrates, phantasme des laissés-pour-compte : le tiers-monde deviendra le premier monde, il sera riche, cultivé et heureux, s'il se comporte bien et s'il fait ce qu'on lui ordonne sans broncher ni trouver à redire. Un destin de prospérité récompensera la bonne conduite des morts de faim au dernier chapitre du feuilleton télévisé de l'histoire. « Nous pouvons être comme eux », annonce un gigantesque panneau lumineux sur le chemin du développement des sous-développés et de la modernisation des attardés.

Mais, « ce qui ne peut pas être ne peut pas être, et de plus est impossible », comme le disait si bien Pedro el Gallo, torero : si les pays pauvres atteignaient le niveau de production et de gaspillage des pays riches, notre planète mourrait. Déjà cette pauvre planète est dans le coma, gravement intoxiquée par la civilisation industrielle et vidée de la pénultième goutte de sa substance par la société de consommation.

Impossibles espérances

Au cours des vingt dernières années, tandis que la population humaine était multipliée par trois, l'érosion anéantissait l'équivalent de toute la superficie cultivable des États-Unis. Le monde, devenu marché et marchandise, perd quinze millions d'hectares boisés par an, dont six millions deviendront des déserts. La nature, humiliée, a été mise au service de l'accumulation du capital. On empoisonne la terre, l'eau et l'air pour que l'argent produise toujours plus d'argent, sans que chute le taux de profit. Est efficace celui qui gagne le plus d'argent dans un temps minimum.

La pluie acide des émanations industrielles tue les bois et les lacs du monde, pendant que les déchets toxiques empoisonnent les rivières et les mers, et, au Sud, l'agro-industrie importée avance en déracinant arbres et humains. Au Nord et au Sud, à l'Est et à l'Ouest, l'homme scie avec un enthousiasme délirant la branche sur laquelle il est assis.

Du bois au désert : modernisation, dévastation. L'incessant bûcher amazonien brûle une demi-Belgique par an pour la civilisation de la convoitise, et, dans toute l'Amérique latine, la terre est en train de se dénuder et de devenir aride. En Amérique latine, *chaque minute*, meurent vingt-deux hectares de bois sacrifiés, dans leur majorité, par les entreprises qui produisent de la viande ou du bois à grande échelle, pour la consommation étrangère. Les vaches du Costa-Rica deviennent, aux États-Unis, des hamburgers

McDonald's. Il y a un demi-siècle les arbres couvraient les trois-quarts de ce petit pays : il n'en reste plus beaucoup et au rythme actuel de la déforestation, le Costa-Rica sera une terre chauve à la fin du siècle. Ce pays exporte de la viande vers les États-Unis et importe des États-Unis des pesticides que les États-Unis interdisent pour leur propre sol.

Un petit nombre de pays dilapident les ressources de tous. Crime et délire de la société du gaspillage : les six pour cent les plus riches de l'humanité dévorent un tiers de l'énergie totale disponible et un tiers de toutes les ressources naturelles utilisées dans le monde. Selon les moyennes statistiques, un Américain du Nord consomme autant que cinquante Haïtiens. Il est clair que ces moyennes ne caractérisent pas un habitant de Harlem ou un Baby Doc Duvalier, mais il est important de se demander quand même : que se passerait-il si les cinquante Haïtiens consommaient soudain autant que les cinquante Américains du Nord ? Que se passerait-il si l'immense population du Sud pouvait dévorer le monde avec la voracité impunie du Nord ? Que se passerait-il si se multipliaient à ce rythme fou les articles somptuaires, et les automobiles, les réfrigérateurs, les téléviseurs, les usines nucléaires, les centrales électriques ? Tout le pétrole du monde serait brûlé en dix ans.

Et qu'advierait-il du climat, déjà proche de la catastrophe avec le réchauffement de l'atmosphère ? Que se passerait-il avec la terre, le peu de terre que l'érosion nous laisse ? Et avec l'eau, que déjà le quart de l'humanité boit contaminée par les nitrates, les pesticides et les résidus industriels de mercure et de plomb ? Qu'arriverait-il ? Plus rien n'arriverait. Nous devrions changer de planète. La nôtre, déjà si usée, ne pourrait pas l'encaisser.

Le précaire équilibre du monde, qui roule au bord de l'abîme, dépend de la perpétuation de l'injustice. La misère du plus grand nombre est nécessaire pour que le gaspillage de quelques-uns soit possible. Pour que quelques-uns consomment davantage, beaucoup doivent continuer de consommer moins. Et pour que chacun reste à sa place, le système multiplie les armes de guerre. Incapable de combattre la pauvreté, il combat les pauvres tandis que la culture dominante, culture militarisée, bénit la violence du pouvoir.

L'*American way of life*, fondée sur le privilège du gaspillage, ne peut être pratiquée que par les minorités dominantes des pays dominés. Sa généralisation impliquerait le suicide collectif de l'humanité. Donc, elle est impossible. Mais serait-elle souhaitable ?

Dans une fourmilière bien organisée, les fourmis reines sont peu nombreuses et les fourmis ouvrières pullulent. Les reines naissent avec des ailes et peuvent faire l'amour. Les ouvrières, qui ne volent pas et n'aiment pas, travaillent pour les reines et les fourmis policiers surveillent les ouvrières mais aussi les reines.

« La vie est quelque chose qui arrive quand on est occupé à faire autre chose », disait John Lennon. À notre époque, marquée par la confusion des moyens et des fins, on ne travaille pas pour vivre ; on vit pour travailler. Les uns travaillent toujours plus parce qu'ils n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins ; et d'autres travaillent toujours plus pour pouvoir gaspiller.

Il semble normal que la journée de huit heures appartienne, en Amérique latine, au domaine de l'art abstrait. Le double emploi, que les statistiques officielles ne reconnaissent que rarement, est la réalité d'une foule de gens qui n'ont aucun autre moyen d'échapper à la faim. Mais, dans les endroits où le développement est à son apogée, est-il normal que l'homme travaille comme une fourmi ? La richesse conduit-elle à la liberté ou multiplie-t-elle la peur de la liberté ?

Les égarements de la modernité

Être, c'est avoir, dit le système. Et le piège consiste en ce que celui qui a le plus désire le plus, et que, tous comptes faits, les personnes finissent par appartenir aux choses et travailler à leurs ordres. Le modèle de vie de la société de consommation, qui aujourd'hui s'impose comme modèle unique à l'échelle universelle, convertit le temps en une ressource économique toujours plus rare et plus chère : le temps se vend et se loue. Mais qui est maître du temps ? L'automobile, le téléviseur, la vidéo, l'ordinateur personnel, le téléphone portatif et autres contremarques du bonheur, conçus pour *gagner du temps* ou

pour *passer le temps*, s'approprient le temps. L'automobile, par exemple, non seulement dispose de l'espace urbain mais aussi du temps humain. En théorie, l'automobile sert à économiser le temps mais en réalité elle le dévore. Une bonne partie du temps de travail sert à payer le transport vers le travail, qui d'ailleurs engloutit toujours plus de temps, à cause des embouteillages dans les Babylones modernes.

Il n'est pas besoin d'être expert en économie. Le bon sens commun suffit pour admettre que le progrès technologique, en multipliant la productivité, diminue le temps de travail. Le bon sens n'a pourtant pas prévu la peur du *temps libre*, ni les pièges de la consommation ni le pouvoir manipulateur de la publicité. Dans les villes du Japon on travaille quarante-sept heures par semaine depuis vingt ans tandis qu'en Europe la durée du travail a été réduite mais très lentement, à un rythme qui n'a rien à voir avec le développement accéléré de la productivité. Dans les usines automatisées, il y a dix ouvriers où il y en avait mille ; mais le progrès technologique engendre le chômage au lieu d'accroître les espaces de liberté. Liberté de *perdre son temps* : la société de consommation n'autorise pas pareil gaspillage. Les vacances elles-mêmes, organisées par des entreprises qui industrialisent le tourisme, sont devenues une activité épuisante. *Tuez le temps* : les plages modernes reproduisent le vertige de la vie quotidienne dans les fourmilières urbaines.

Les anthropologues nous apprennent que nos ancêtres du paléolithique ne travaillaient pas plus de vingt heures par semaine. Les journaux nous apprennent qu'à la fin de 1988 un référendum a été organisé en Suisse sur la réduction à quarante heures de la durée de travail hebdomadaire : réduction de durée sans diminution de salaire. Les Suisses ont voté contre.

Les fourmis communiquent entre elles en se touchant les antennes. Les antennes de la télévision communiquent avec les centres de pouvoir du monde contemporain. Le petit écran nous offre la soif de possession, la frénésie de consommation, l'exaspération de la concurrence et l'avidité de succès comme Christophe Colomb offrait de la verroterie aux Indiens. La publicité ne nous dit pas, par contre, que les États-Unis consomment, selon l'Organisation mondiale de la santé, « presque la moitié des tranquillisants qui se vendent sur la planète ». Au cours des vingt dernières années, la journée de travail a augmenté aux États-Unis. Pendant cette même période, le nombre de malades atteints de stress a doublé.

« Un paysan vaut moins qu'une vache et plus qu'un poulet », m'apprend-on à Caaguazu, au Paraguay. Et dans le Nordeste du Brésil : « Celui qui plante n'a pas de terre et celui qui n'a pas de terre plante. »

La ville comme chambre à gaz

Les champs se vident, les villes latino-américaines se font enfers aux dimensions d'un pays. La ville de Mexico croît au rythme d'un demi-million de personnes et de trente kilomètres carrés *par an* : elle a déjà cinq fois plus d'habitants que la Norvège. D'ici peu, à la fin du siècle, la capitale du Mexique et la ville brésilienne de Sao Paulo seront les villes les plus grandes du monde.

Les grandes villes du Sud de la planète sont comme les grandes villes du Nord mais vues dans un miroir déformant. Les capitales latino-américaines n'ont pas de pistes cyclables ni de filtres pour les gaz toxiques. L'air pur et le silence sont des articles si rares et si chers qu'il n'y a plus de riches assez riches pour les acheter.

Les filiales brésiliennes de Volkswagen et de Ford fabriquent des automobiles avec filtres pour les exporter en Europe et aux États-Unis, et des automobiles sans filtres pour les vendre au Brésil. L'Argentine produit de l'essence sans plomb pour l'exportation. Pour son marché interne, en revanche, elle produit de l'essence empoisonnée. Dans toute l'Amérique latine, les automobiles ont la liberté de cracher du plomb à plein pot d'échappement. Du point de vue de l'automobile, le plomb élève l'octane et augmente le taux de profit. Du point de vue des humains, le plomb abîme le cerveau et le système nerveux. Les automobiles, maîtresses des villes, n'écoutent pas les importuns.

An 2000, souvenirs du futur : gens avec des masques à oxygène, oiseaux qui toussent au lieu de chanter, arbres qui refusent de croître. Aujourd'hui, dans la ville de Mexico, on voit des écriteaux qui demandent : « Laissez les murs tranquilles », et « Ne claquez pas la porte s'il vous plaît ». On n'en voit pas encore qui

disent : « Il est recommandé de ne pas respirer. » Dans combien de temps apparaîtront ces conseils de santé publique ? Les automobiles déversent généreusement dans l'atmosphère, chaque jour, onze mille tonnes de gaz et de fumées nocifs. Il y a un brouillard crasseux dans l'air et les enfants naissent avec du plomb dans le sang et plusieurs fois des oiseaux morts sont tombés en pluie sur la ville qui était, il y a à peine cinquante ans, *l'endroit où l'air était le plus transparent*. Maintenant, le cocktail de monoxyde de carbone, de bioxyde de soufre et d'oxyde d'azote atteint le triple du seuil tolérable par les êtres humains. Quel sera le seuil tolérable par les êtres urbains ?

Cinq millions d'automobiles : la ville de Sao Paulo a été définie comme un malade à la veille d'un infarctus. Un nuage de gaz la masque. Des environs, on peut voir la ville la plus développée du Brésil les dimanches seulement. Dans les avenues du centre, des affiches lumineuses informent chaque jour la population. Les stations de mesures révèlent que l'air y a été pollué, ou très pollué, 323 jours au cours de l'année 1986.

En juin 1989, Santiago du Chili rivalisa avec Sao-Paulo pour le titre mondial de la ville la plus polluée, les jours sans vent ni pluie. Le mont San Cristobal, en plein centre, ne se voyait plus, caché par un masque de *smog*. Le tout nouveau gouvernement démocratique du Chili imposa quelques légères mesures contre les huit cents tonnes de gaz qui s'incorporaient chaque jour à l'air de la ville. Les automobilistes et les entreprises poussèrent alors des hauts cris : ces limitations violaient la liberté d'entreprise et portaient atteinte au droit de propriété. La liberté de l'argent, qui méprise la liberté des autres, n'a pas été limitée pendant la dictature du général Pinochet et a apporté une valeureuse contribution à l'empoisonnement général. Le droit de contamination est un attrait fondamental pour l'investissement étranger, presque aussi important que le droit de payer des salaires nains. Et, à la fin des fins, le général Pinochet n'a jamais refusé aux Chiliens le droit de respirer de la merde.

La société de consommation, qui consomme les gens, oblige les gens à consommer, tandis que la télévision donne des cours de violence aux instruits et aux analphabètes. Ceux qui n'ont rien peuvent vivre très loin de ceux qui ont tout mais tous les jours ils les espionnent sur le petit écran. La télévision exhibe l'obscène débauche de la fête de la consommation et enseigne, en même temps, l'art de s'ouvrir un chemin à coups de feu.

La réalité imite la télé, la violence de la rue prolonge celle des écrans par d'autres moyens. Les enfants des rues pratiquent l'initiative privée du délit, qui est l'unique domaine où ils peuvent s'exprimer. Leurs droits de l'homme ne sont que les droits de voler et de mourir. Les petits fauves, abandonnés à leur sort, vont chasser. Au premier coin de rue, ils donnent un coup de griffe et fuient. La vie s'achève tôt, rongée par la colle et les autres drogues qui trompent la faim, le froid et la solitude ; elle s'achève aussi lorsqu'une balle l'interrompt net.

La ville comme prison

Marcher dans les rues des grandes villes latino-américaines devient une activité à haut risque. Rester chez soi, aussi. La ville comme prison : celui qui n'est pas prisonnier de la nécessité est prisonnier de la peur. Celui qui a quelque chose, si peu que ce soit, se sent menacé, condamné à la peur de la prochaine agression. Celui qui possède beaucoup vit enfermé dans les forteresses de la sécurité. Les grands immeubles, les ensembles résidentiels sont les châteaux féodaux de l'ère électronique. Il leur manque les douves avec les crocodiles. Il leur manque surtout la majestueuse beauté des châteaux du Moyen Age, mais ils ont de grands ponts-levis, de hautes murailles, des donjons de guet et des gardes armés.

L'État, qui n'est plus paternaliste mais policier, ne pratique pas la charité. Elle appartient à un passé à jamais révolu l'époque de la rhétorique de la domestication des égarés par les vertus de l'étude et du travail. À l'heure de l'économie de marché, les rejetons en surnombre s'éliminent par la faim et par les balles. Les gosses des rues, enfants de la main-d'œuvre marginale, ne sont pas et ne peuvent pas être *utiles à la société*. L'éducation appartient à qui peut la payer ; la répression s'exerce sur ceux qui ne peuvent pas l'acheter.

Selon le *New York Times*, la police a assassiné plus de quarante enfants dans les rues de la ville de

Guatemala. Enfants mendiants, voleurs, fouilleurs de débris, dont les cadavres ont été trouvés sans langue, sans yeux, sans oreilles, jetés aux ordures. Selon Amnesty International, en 1989, 457 enfants et adolescents furent exécutés dans les villes brésiliennes de Sao Paulo, Rio de Janeiro et Recife. Ces crimes commis par les escadrons de la mort et autres forces de l'ordre parapoliticiennes n'ont pas été perpétrés dans les zones rurales attardées mais dans les plus grandes villes du Brésil. Ils n'ont pas été commis là où le capitalisme fait *défaut* mais là où il est *en excès*. L'injustice sociale et le mépris de la vie augmentent avec le développement de l'économie.

Dans les pays où la peine de mort n'existe pas, on l'applique chaque jour pour défendre le droit de propriété. Et les fabricants d'opinion font chaque jour l'apologie du crime. Au milieu de 1990, dans la ville de Buenos Aires, un ingénieur tua par balles deux jeunes voleurs qui s'enfuyaient après avoir dérobé le lecteur de cassettes de sa voiture. Bernardo Neustadt, le journaliste argentin le plus influent, fit ce commentaire à la télévision : « J'aurais fait la même chose ». Afanasio Jazadji conquit un siège de député dans l'État de Sao Paulo. Il fut un des députés les plus confortablement élus de toute l'histoire du Brésil. Jazadji avait acquis son immense popularité aux micros de la radio. Son programme défendait à grands cris les escadrons de la mort et préconisait la torture et l'élimination des délinquants.

Dans la civilisation du capitalisme sauvage, le droit de propriété est plus important que le droit à la vie. Les gens valent moins que les choses. À cet égard, les lois d'impunité sont révélatrices. Ces lois qui ont absous le terrorisme d'État exercé par les dictatures militaires, dans les trois pays du Sud, ont pardonné le crime et la torture mais n'ont pas pardonné les atteintes au droit de propriété (Chili : décret-loi 2191, en 1978 ; Uruguay : loi 15.848, en 1986 ; Argentine : loi 23.521, en 1987).

Et comment va le dollar ?

Février 1989, Caracas. Le prix des transports s'envole soudain, le prix du pain est multiplié par trois et la colère populaire éclate : trois cents, cinq cents, qui sait combien de morts gisent dans les rues ?

Février 1991, Lima. L'épidémie de choléra attaque les côtes du Pérou, s'acharne sur le port de Chimbote et sur les banlieues misérables de la capitale et tue cent personnes en peu de jours. Dans les hôpitaux il n'y a ni sérum ni sel. La rigueur économique a démantelé le peu qui restait de la santé publique et a doublé en un rien de temps le nombre de Péruviens en état de pauvreté critique, qui gagnent moins que le salaire minimum. Ce salaire minimum est de quarante-cinq dollars par mois.

Les guerres d'aujourd'hui, guerres électroniques, se déroulent sur les écrans des jeux vidéo. Les victimes ne s'entendent pas ni ne se voient. L'économie de laboratoire ne voit pas non plus, ni n'entend, ceux qui ont faim et la terre dévastée. Les armes télécommandées tuent sans remords. La technocratie internationale, qui impose au tiers-monde ses programmes de développement et ses plans d'ajustement, assassine aussi de l'extérieur et de loin.

Il y a plus d'un quart de siècle que l'Amérique latine s'attache à démanteler les fragiles digues construites pour s'opposer à la toute-puissance de l'argent. Les banquiers créditeurs ont bombardé ces défenses avec les armes sûres de l'extorsion et les militaires, ou les politiques, au pouvoir les ont aidés à les mettre bas, en les dynamitant de l'intérieur. Ainsi tombent, une à une, les barrières de protection élevées à d'autres époques par l'État. Et aujourd'hui l'État vend les entreprises publiques nationales en échange de rien, ou pour moins que rien, puisque celui qui vend paye. Nos pays livrent les clés, et tout le reste, aux monopoles internationaux, dénommés « facteurs de formation des prix », et se convertissent en marchés libres. La technocratie internationale, qui nous apprend à faire des piqûres sur des jambes de bois, dit que le marché libre est le talisman de la richesse. Mais alors pourquoi les pays riches ne le pratiquent-ils pas, eux qui le recommandent ? Le marché libre, qui humilie les faibles, est le produit d'exportation des forts qui a le plus de succès. Il se fabrique à l'usage des pays pauvres. Aucun pays riche ne l'a jamais pratiqué.

Talisman de la richesse, pour combien ? Données officielles de l'Uruguay et du Costa Rica, pays où jadis les conflits sociaux étaient les moins violents : un Uruguayen sur six vit en état d'extrême pauvreté, et, au Costa-Rica, deux familles sur cinq sont pauvres.

Le douteux mariage de l'offre et de la demande, sur un marché libre qui sert le despotisme des puissants, frappe les pauvres et engendre une économie de spéculation. La production est découragée, le travail méprisé, la consommation divinisée. On regarde les tableaux des bureaux de change comme s'ils étaient des écrans de cinéma, on parle du dollar comme s'il était une personne.

Le « coût social » du progrès

La tragédie se répète comme farce. Depuis l'époque de Christophe Colomb l'Amérique latine a vécu, comme sa propre tragédie, le développement du capitalisme étranger. Maintenant tout recommence sous forme de farce. C'est la caricature du développement : un nain qui feint d'être un enfant.

La technocratie voit les chiffres et ne voit pas les personnes. Mais elle ne voit que les chiffres qu'elle souhaite regarder. À la fin de ce long quart de siècle, on célèbre quelques succès de la *modernisation*. Le « miracle bolivien », par exemple, accompli par et grâce à l'argent de la drogue : le cycle de l'étain s'est achevé et avec l'étain tombèrent les centres miniers et les syndicats les plus combatifs de Bolivie ; maintenant le village de Llallagua n'a pas d'eau mais une antenne de télévision parabolique sur les hauteurs du mont Calvario. Ou le « miracle chilien », dû à la baguette magique du général Pinochet, produit à succès qu'on vend en potion aux pays de l'Est. Mais quel est le prix du miracle chilien ? Qui sont les Chiliens qui l'ont payé et le paient encore ? Quels Polonais, Tchèques et Hongrois vont le payer ? Au Chili, les statistiques proclament la multiplication des pains et, en même temps, avouent la multiplication des affamés. Le coq chante victoire. Ce cocorico est suspect. L'échec ne lui aurait-il pas monté à la tête ? En 1970, vingt-cinq pour cent des Chiliens étaient pauvres ; aujourd'hui, ils sont quarante-cinq pour cent.

Les chiffres avouent mais ne se repentent pas. À la fin des fins la dignité humaine dépend du calcul des coûts et des bénéfices, et le sacrifice des pauvres n'est rien d'autre que le « coût social » du Progrès.

Quelle serait la valeur de ce *coût social* si on pouvait la mesurer ? À la fin de 1990, la revue *Stern* fit une soigneuse estimation des dommages engendrés par le développement de l'Allemagne actuelle. La revue évalua, en termes économiques, les préjudices humains et matériels résultant des accidents d'auto, des embouteillages, de la contamination de l'air, de l'eau, des aliments, la détérioration des espaces verts et autres facteurs et arriva à la conclusion que la valeur des dommages équivaut au quart du produit national allemand. La multiplication de la misère ne figurait évidemment pas dans ces dommages, car il y a de très nombreux siècles que l'Europe alimente sa richesse avec la pauvreté étrangère, mais il serait intéressant de savoir quel chiffre pourrait atteindre une estimation semblable appliquée aux conséquences dramatiques de la *modernisation* en Amérique latine. Il faut, en outre, tenir compte du fait qu'en Allemagne l'État contrôle et limite, jusqu'à un certain point, les effets nocifs du système sur les personnes et le milieu ambiant. Quelle serait l'évaluation du dommage pour des pays comme les nôtres qui ont cru au conte du marché libre et qui laissent l'argent se déplacer librement comme un fauve lâché ? Le dommage que nous cause, et nous causera, un système qui nous étourdit de besoins artificiels pour que nous oublions nos besoins réels, jusqu'où peut-il se mesurer ? Peut-on mesurer les mutilations de l'âme humaine, la multiplication de la violence, l'aviissement de la vie quotidienne ?

Sur l'autel de la productivité

L'Ouest vit l'euphorie du triomphe. L'effondrement de l'Est lui fournit l'alibi parfait : à l'Est c'était pire. Il vaudrait mieux se demander si c'était essentiellement différent. À l'Ouest, le sacrifice de la justice au nom de la liberté, sur l'autel de la déesse Productivité. À l'Est : le sacrifice de la liberté au nom de la justice sur l'autel de la déesse Productivité.

Au Sud, nous pouvons encore nous demander si cette déesse mérite nos vies.

- Traduction de Pierre Guillaumin pour *Le Monde diplomatique*.
- Source (français) : [Le Monde diplomatique](#), octobre 1991.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française originale ([Le Monde diplomatique](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Eduardo Galeano est né en 1940 à Montevideo (Uruguay). Journaliste au célèbre hebdomadaire *Marcha*, il doit s'exiler en Argentine, puis en Espagne, durant la dictature militaire (1973-1985). Il publie alors son livre le plus connu, *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine* (Plon, 1981), suivi, entre autres, d'une passionnante évocation de l'histoire tragique du sous-continent, *Mémoire du feu* (Plon, 1985). En janvier [1992 est paru], aux éditions Messidor, un recueil d'essais sous le titre : *Amérique latine, le mépris comme destin* - notice du *Monde diplomatique*.

[2] Voir DIAL 3129 - « [Au-delà du développement](#) » ; 3133 - « [MEXIQUE - Tepito : histoires d'un barrio du centre ville de Mexico](#) », 3137 - « [« Quand la misère chasse la pauvreté » : entretien avec Majid Rahnama](#) » et 3141 - « [L'invention du développement](#) ».